

Chapitre/Chapter 33

L'Intervention Civile de Paix (Témoignage d'une volontaire de la Solidarité internationale au Kosovo)

Benedict Rivet

L'intervention Civile de Paix

Définition et objectifs.

L'intervention civile de paix est une intervention internationale non armée, mandatée par une organisation intergouvernementale, gouvernementale ou non gouvernementale, sur le terrain d'un conflit local.

L'objectif en est de prévenir ou de faire cesser la violence, d'en diminuer son intensité, et de créer les conditions d'une solution politique au conflit. Cette solution doit reconnaître et garantir les droits fondamentaux de chacune des parties, et doit leur permettre de définir les règles d'une coexistence pacifique et démocratique.

Cette intervention représente une tierce partie qui s'engage aux cotés des 2 parties en conflit, avec discernement et équité.

C'est une action de soutien aux sociétés civiles, sans s'enfermer dans une solidarité unilatérale, car la paix est un pacte entre les 2 parties.

Les principes

L'intervention civile de paix n'est pas une action 'humanitaire' dans le sens habituel du terme, qui implique généralement des actions traitant des conséquences d'un conflit, telles que l'urgence médicale ou le développement économique. Elle serait plutôt comparable à l'intervention militaire : elle veut agir sur l'évolution du conflit, mais sans armes ni violences ; et elle se situe nettement au niveau de la société civile - en complément, éventuellement, de l'action politique, économique, sociale, voire militaire.

Elle peut intervenir avant, pendant, ou après une période de conflit.

Les conditions nécessaires à la réalisation d'une intervention civile de paix :

- Pouvoir accéder au territoire de façon légale, voire autorisée et soutenue ;
- Agir dans la transparence et en toute légitimité à l'égard des institutions officielles : gouvernements, politiques, forces armées ;
- Agir avec la clairvoyance nécessaire pour avoir une autonomie totale de décision ;
- S'engager auprès des deux parties ;
- Savoir assumer les risques éventuels et créer, autant que possible, les conditions de sécurité nécessaires à l'intervention : s'il est politiquement difficile d'être tué, dans la pratique, c'est possible ;
- Former les volontaires à vivre et agir dans des contextes conflictuels.

Des actions

Ces missions se concrétisent par différentes formes d'action, telles que :

- Observer et informer sur la situation des droits de l'Homme, les interventions armées, les dérapages. Ainsi, au Guatemala, au Mexique, au Kosovo, les volontaires transmettent régulièrement des rapports détaillés de leurs observations quotidiennes.
 - Protéger les défenseurs des droits de l'Homme et les acteurs locaux de paix. Cette présence protectrice, et non interventionniste, sécurise les militants locaux et dissuade les éventuels agresseurs.
 - Faciliter le dialogue par des actions de médiations, directes ou indirectes.
- Cette communication tripolaire par l'intervention d'un tiers peut aussi faciliter la communication entre la population civile et les autorités en place.
- Former à des techniques de communication non violente et de gestion des conflits.

Ces actions impliquent les populations civiles, avec l'accord des autorités locales, dans une forme de ''diplomatie de proximité''.

Elles constituent une alternative quand l'armée ne peut pas intervenir pour faire cesser la violence, que ce soit pour des raisons techniques, stratégiques ou politiques.

La formation

Pour intervenir efficacement dans de telles conditions, la formation des volontaires est indispensable.

Il s'agit de préparer les participants à agir comme observateurs, accompagnateurs ou médiateurs :

- dans des situations de conflits, de tensions et d'insécurité,
- auprès de sociétés civiles menacées ou traumatisées,
- dans des situations d'inter culturalité,
- en équipe et dans des contextes difficiles de vie quotidienne.

A l'aide de méthodes de résolution non-violentes des conflits, ils apprennent à faire face aux situations de crise, en sachant évaluer les risques et tenir compte de leurs émotions, de celles des autres, et en renforçant la cohésion du groupe. La formation vise aussi à savoir assurer la protection de chacun dans ces contextes.

La formation s'adresse à toute personne, tout groupe ou institution engagé ou envisageant de s'engager dans des zones de conflits : les volontaires des ONG de solidarité internationale, les personnels des organisations internationales (Nations Unies, OSCE, ...), les journalistes, diplomates, agents du ministère des affaires étrangères, et aussi les travailleurs sociaux, de l'animation socioculturelle, des administrations, etc., exerçant dans des quartiers où peuvent apparaître des 'violences urbaines'.

La formation s'articule autour de trois axes : les attitudes individuelles en situation de conflit, le travail en équipe dans des contextes conflictuels, les missions du volontaire en situation d'intervention civile.

Sur le plan méthodologique, elle s'appuie sur le partage d'expériences, de mises en situation, sur l'expérimentation de savoir-être dans des situations conflictuelles et sur des approches théoriques sur les mécanismes du conflit, les fonctionnements de groupe ou la mise en œuvre d'un mandat à l'international.

Le Comité ICP

Pour promouvoir le développement de l'intervention civile de paix, un collectif d'associations a pris l'initiative de se réunir en 'Comité français pour l'intervention civile de paix' depuis 1996.

Composé du MAN (Mouvement pour une Alternative Non violente), avec le soutien du CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), de l'IRNC (Institut de Recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits), de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), de Pax Christi, de Balkan Peace Team France, du Collectif Guatemala et des Brigades de Paix Internationales, il mène plusieurs types d'action pour promouvoir l'ICP en France et réunir les moyens qui lui permettront de devenir une alternative crédible à la solution militaire : la formation, l'action de terrain et le soutien aux missions, la recherche et l'expertise sur la résolution des conflits, la reconnaissance auprès des pouvoirs publics, l'information auprès du public et des associations.

Depuis 2005 le Comité ICP a rejoint le Réseau Européen pour les Services Civils de Paix EN.CPS et l'organisation internationale Non violent Peace force (NP).

Courriel : comiteicp@free.fr / Site : www.non-violence.fr

Le Kosovo/a

Rappel de l'histoire récente

Après 40 années de régime totalitaire en Yougoslavie, la mort de Tito en 1980 a entraîné une déstabilisation importante de la région.

En 1989 au Kosovo, suite à la suppression de l'autonomie de la province par le gouvernement de Belgrade, des manifestations importantes sont réprimées violemment et sont suivies de mesures discriminatoires à l'égard de la communauté albanaise de cette région. Une résistance active et non violente s'instaure, fédérée par Ibrahim Rugova et ses proches.

Au début des années 1990, différentes guerres déchirent l'ex-Yougoslavie. Au Kosovo, une résistance armée s'installe à partir de 1996.

En février 1998, le massacre de la famille d'un de ces résistants intensifie les combats armés entre l'armée serbe, les paramilitaires serbes et la résistance armée. Fin 1998, l'OSCE¹ mandate des observateurs internationaux pour vérifier le respect du "cessez-le-feu", mais cette présence s'avère insuffisante et en mars 1999 l'OTAN bombarde la Serbie en vue de protéger la population albanaise du Kosovo.

En juin 1999 le gouvernement serbe capitule et le conseil de sécurité des Nations Unies proclament la résolution 1244 qui place le territoire du Kosovo, toujours intégré à l'Etat de 'Serbie – Monténégro', sous protectorat de l'ONU, via la MINUK² qui contrôle le parlement et le gouvernement régional.

Depuis juin 1999 la sécurité est assurée essentiellement par la KFOR, force armée multinationale de l'OTAN, qui applique les décisions de la MINUK.

Après la guerre et depuis cette présence internationale, les citoyens du Kosovo qui y sont restés ou revenus vivent séparément les uns des autres, suivant leur communauté d'appartenance. Ainsi la plupart des habitants d'origine serbe se sont regroupés dans le Nord du territoire, les habitants d'origine albanaise étant majoritairement répartis dans tout le Sud ; il existe cependant des 'enclaves' albanaises au Nord et serbes au Sud. Les communautés minoritaires (Bosniaques, Roms, Ashkalis, Gorans, ...) habitent généralement dans des camps sur l'ensemble du territoire.

Jusqu'en mars 2004, une détente semblait s'installer progressivement.

Origines d'une Intervention Civile de Paix au Kosovo

¹ OSCE : Office pour la Sécurité et la Coopération en Europe

² MINUK (ou UNMIK) : Mission Internationale des Nations Unies pour le Kosovo

Dès le début des années 1990, des membres du MAN³ se sont rendus au Kosovo et en Serbie pour rencontrer des démocrates et les acteurs de la résistance non violente, les soutenir et faire connaître leurs actions.

À partir de 1994, 'Balkan Peace Team International' (BPT-I), association européenne, mandate des volontaires dans les Balkans pour soutenir les militants de paix de la société civile.

Les membres de ces deux associations se rencontrent et la branche française de BPT est en cours de création quand BPT-I arrête son activité. 'Equipes de Paix dans les Balkans' (BPT-France) continue l'action au Kosovo par la création d'une équipe à Mitrovicë/a.

'Equipes de Paix dans les Balkans' se donne pour objectifs de créer un climat propice au dialogue intercommunautaire par des actions permettant de diminuer le niveau de violence dans cette région. Il s'agit alors de favoriser la coopération des groupes, de soutenir les organisations et personnes qui oeuvrent pour la paix, de soutenir la défense des droits humains en développant une culture de non-violence et de faire connaître les initiatives locales pour contribuer à l'apaisement des tensions.

Mise en place

Les volontaires peuvent bénéficier du statut français de la solidarité internationale qui leur assure une formation préalable au départ, une couverture sociale et un accompagnement au cours et au retour de leur mission.

Sur place, la mission se déroule en lien avec les institutions locales (mairies, représentants des Ministères, ...), internationales (la MINUK et les agences des Nations Unies, l'OSCE, l'ADL⁴ et le Conseil de l'Europe), les ONG⁵ locales et internationales.

Depuis son origine, 'Equipes de paix dans les Balkans' travaille avec des interlocuteurs locaux, avec lesquels différents projets ont été mis en place : un rapprochement entre les bibliothèques de la ville, une enquête sur la perception par les Kosovars des actions de la communauté internationale en matière de rapprochement entre les communautés, la création d'un site Internet regroupant les mouvements de non-violence dans les Balkans, la mise en place de groupes de paroles pour les femmes de la commune de Mitrovica/ë, une formation à la médiation avec l'AEJM⁶, des formations à l'animation et la mise en place d'ateliers de jeux pour la coopération avec le MAN Mulhouse, un soutien à des associations locales (MCM⁷, Paqedashësit et AFP-K⁸).

C'est pour travailler sur ces deux dernières actions que je suis partie à Mitrovica/ë en mars 2004.

Etat des lieux en mars 2004

Deux jours avant mon départ, cette région revient à la une de l'actualité : malgré la présence de la force armée internationale (KFOR), des violences soudaines éclatent et embrasent le

3 MAN : Mouvement pour une Alternative Non-violente

4 ADL : Agence de la démocratie locale

5 ONG : Organisation Non Gouvernementale

6 AEJM : Association Européenne des Jeunes Médiateurs

7 MCM : Mediation Center of Mitrovica

8 AFP-K : Association for Peace Kosovo

Kosovo en quelques heures, provoquant des morts, des blessés et de nombreux dégâts matériels.

Mes futurs collègues sont évacués dans un camp militaire, puis hors du territoire. Mon départ est évidemment retardé, reporté sine die.

Fin mars, les conditions de sécurité semblent suffisantes pour envisager le départ.

J'arrive à Mitrovica/ë le 05 avril, dans une atmosphère pesante : Ici et maintenant, tout le temps et dans la tête de tout le monde, les repères sont « avant ou après le 17 mars ».

Situation à Mitrovica/ë

La ville de Mitrovica/ë marque la limite entre les zones peuplées majoritairement par la communauté serbe et celles peuplées majoritairement par la communauté albanaise. Depuis l'hiver 1999 – 2000, la ville elle-même est divisée en 2, et la rivière Ibar marque cette séparation. Cette situation sépare de fait les communautés, qui ne peuvent plus circuler librement et donc se voir facilement. Traverser la rivière représente un double risque : s'aventurer « chez ceux de l'autre côté », et avoir à se justifier auprès de sa propre communauté.

Tout est en double à Mitrovica/ë : la langue, la monnaie, la pratique religieuse, le réseau de téléphone, les immatriculations, ... et même l'atmosphère. Seul un proverbe commun circule des 2 côtés : « *Celui qui n'est pas fou ici, alors il n'est pas normal* ».

Ambiance 'entre guerre et paix'

Cette 'partition' de fait explique en partie les tensions permanentes dans cette ville divisée : chacun-e ignore totalement « comment est la vie de l'autre côté », ce qui entretient nombre de fantasmes, tel que « *Oui mais de l'autre côté, vous n'avez pas de coupures d'eau et d'électricité !* » - alors qu'il y en a évidemment des 2 côtés.

Aussi la force militaire est-elle omniprésente – même si elle tend à s'alléger depuis l'été 2004 – et surtout 2005. Pour autant leur présence n'a pas fait disparaître les « gardiens du pont », sorte de milice serbe qui surveille toutes les allées et venues entre le Nord et le Sud de la ville, et interpellant et contrôlant parfois ceux qui traversent.

En action sur le terrain : Des ateliers de « jeux pour la coopération »

'Équipes de paix dans les Balkans' a choisi de former des acteurs locaux à la technique des jeux coopératifs, en vue de favoriser la régulation non-violente des conflits. Le projet consistait à proposer des ateliers dans les écoles des différentes communautés de la ville de Mitrovica/ë, pour que ce travail soit connu et ainsi diffusé auprès de toutes les personnes faisant partie de l'environnement des élèves (le personnel des écoles, les parents, etc.).

Les jeux représentent un outil pédagogique intéressant pour l'apprentissage de règles, l'amélioration des perceptions, l'expérimentation de façons d'être et de se comporter dans un cadre sécurisant.

Les « jeux coopératifs », issus des techniques de la non-violence, sont une manière simple et agréable pour développer la confiance - en soi et en l'autre -, la communication, la créativité et la coopération. Les temps de paroles prévus à la fin de chaque atelier permettent l'expression des émotions et des ressentis.

Le projet s'est déroulé en plusieurs phases :

- Formation des animateurs des différentes communautés,
- Expérimentation par des ateliers ponctuels pendant les vacances,

- Expérimentation dans une école de chacune des principales communautés,
- Evaluation et extension à d'autres écoles en fonction des possibilités,
- Passage de relais aux associations locales et mises en réseau de celles-ci,
- Formation de formateurs.

Dans le déroulement d'un projet de ce type, il est nécessaire de commencer par comprendre au mieux la situation afin d'adapter les intentions aux réalités rencontrées.

Une première phase consiste donc, pour tout volontaire, en la découverte et la compréhension des fonctionnements individuels et collectifs dans une culture différente, et dans un contexte très particulier, très militarisé et 'sous occupation internationale'. Parallèlement, il s'agit aussi de rencontrer et de se faire connaître des institutions et ONG existantes, locales et internationales, de repérer leurs compétences, leurs objectifs et leurs articulations. Enfin, savoir créer une relation de confiance avec les interlocuteurs doit pouvoir se construire progressivement.

A mon arrivée, après les violents événements de mars, la plupart des projets sont arrêtés ou suspendus.

La priorité des équipes est alors de rencontrer les gens, pour parler avec eux et les écouter. Ils viennent de vivre des événements traumatisants et, parce que nous sommes extérieurs au conflit, sans autre parti pris que celui de la paix et qu'ils le savent, ils peuvent nous parler, se 'décharger' de ce qui leur pèse trop lourd, leurs colères, leurs dépités, leurs désespoirs. Nous savons que c'est une étape indispensable avant d'envisager toute reprise d'un dialogue ; c'est aussi pour cela que nous sommes là.

Et puis peu à peu, les activités reprennent.

Nous relançons auprès des équipes d'animateurs, celles du Nord et du Sud de la ville, un rythme et une méthode de travail : préparation des ateliers, participation, 'débriefings'.

Quand les premières évaluations de ce projet en font apparaître la pertinence, nous recherchons avec les partenaires locaux comment développer et pérenniser ces ateliers : recherche de financement, extension à d'autres écoles, autonomie des équipes et coopération entre elles, formation de formateurs, etc.

Grâce à notre présence, les animateurs Kosovars, qu'ils soient d'origine albanaise, rom, serbe ou turque, peuvent au moins se rencontrer et se parler. Par le biais de réunions de travail autour d'un projet commun, les échanges, d'abord d'ordre professionnel, s'élargissent toujours à l'évocation de la situation actuelle, au partage de leurs difficultés quotidiennes, à la recherche du "comment vivre ensemble".

Nous proposons un lieu et un cadre de rencontre sécurisant, lequel leur permet peu à peu de se confronter à leurs peurs (celles de rencontrer l'autre, d'aller « de l'autre côté du pont »), et de pouvoir les surmonter.

Notre présence apparaît aussi stimulante et aidante pour surmonter les difficultés quelles qu'elles soient – matérielles ou psychologiques, imaginaires ou réelles.

Nous sommes également des interlocuteurs privilégiés pour ces animateurs, jeunes adultes qui souhaitent construire leur vie dans une atmosphère pacifiée.

Enfin, nous proposons une convivialité 'multiculturelle' : parce que la confiance se crée aussi par la proximité et que nous vivons dans des conditions proches des leurs, nous pouvons partager et leur offrir des temps de loisirs communs « *C'est quand même incroyable de voir ça ! De voir tous ces gens qui s'amuse ensemble, sans savoir qui est Serbe, qui est Albanais* »

ou 'international'... je ne le croyais pas possible... C'est merveilleux que vous faites des choses comme ça », souligne un jeune Kosovar participant à l'une des soirées "meeting party".

Evaluation :

Les effets produits

Par l'intermédiaire de projets similaires, proposés et réalisés dans les différentes communautés, la rencontre et le dialogue se sont donc révélés possibles – et toujours enrichissants pour ceux qui y participaient. Ces 'simples' citoyens, habitants d'une même ville et parfois anciens voisins, appréciaient de pouvoir se retrouver 'en sécurité', après des événements violents et traumatisants vécus par tous, mais à des places opposées. D'autres appréciaient de pouvoir simplement parler de leurs souffrances : « *Ici, tout le monde est traumatisé par la guerre, même ceux qui croient vivre normalement* ».

Soutenir et rassurer par une simple présence physique (et non armée !), permettre de parler à un tiers attentif et non jugeant de son vécu et de son ressenti, proposer à des anciens 'ennemis' de se rencontrer et de se parler en direct, pour mieux se comprendre et construire un avenir, faciliter à chacun la liberté de mouvement et d'accéder à ses droits dans une région encore très contrôlée, ouvrir aussi à des 'possibles' par d'autres manières de vivre, de travailler, de regarder le conflit, ... toutes ces actions quotidiennes du volontaire en Intervention Civile de Paix contribuent à diminuer les peurs, à reconnaître la dignité de chacun, et peu à peu à diminuer le niveau de violence pour créer un climat propice au dialogue intercommunautaire, fondé sur le respect mutuel.

Les difficultés relevées dans ce type d'intervention.

La première et peut-être principale difficulté relevée au cours de ma mission est celle de la langue utilisée.

Il ne m'était pas possible d'apprendre rapidement et suffisamment bien deux langues aussi différentes que le serbe et l'albanais. La langue de travail était donc l'anglais (internationalisé), évidemment pas parlée par l'ensemble de la population du Kosovo, ce qui limite de fait les échanges. Difficile en effet de pouvoir parler facilement et directement avec toute personne rencontrée.

Handicap réel que j'ai pu mesurer dès que j'ai commencé à m'exprimer à peu près correctement dans l'une des deux langues : j'ai pu constater à quel point de nombreuses personnes étaient avides de pouvoir parler avec nous, simplement, et surtout en confiance, de leur vie et de leurs souffrances. Ces personnes n'étant souvent pas engagées dans une action ni même une réflexion de reconstruction de dialogue, cette présence attentive auprès d'elles est d'autant plus utile.

La deuxième difficulté importante, est l'énergie et l'attention constantes, nécessaires au bon déroulement de ce type de mission.

En effet, vivant et travaillant dans le même lieu, dans un contexte conflictuel, nous devons en permanence rester attentifs et vigilants - non seulement à nos actes, mais aussi à nos paroles, et bien sûr au langage utilisé. Même si nous ne sommes pas directement menacés, nous devons sans cesse veiller à ne pas nous mettre en danger, et surtout à ne pas mettre en danger les personnes avec lesquelles nous travaillons. D'autant plus que 'tout peut arriver à tout moment'.

Cette tension et cette vigilance permanentes sont épuisantes. Pour s'en détacher et reprendre un peu d'énergie, il faudrait pouvoir quitter le Kosovo pour aller dans un lieu plus apaisant, régulièrement et pour plusieurs heures ou jours.

Enfin, une autre difficulté est la contrainte, évidente intellectuellement mais malaisée à vivre quotidiennement, de l'adaptation à la culture et aux particularités locales.

Deux exemples issus de mon expérience kosovare : être originaire d'un pays pacifié et démocratique et avoir pour interlocuteurs des personnes qui, après avoir connu près de 40 ans de totalitarisme, commencent doucement à prendre la liberté de réfléchir et d'agir par elles-mêmes ; être issue d'un pays occidental où tout est planifié, où le temps semble toujours trop court, et devoir s'accorder avec un fonctionnement où le présent semble plus concret que le futur.

Conclusion

Quelles que soient les difficultés de mise en œuvre, l'Intervention Civile de Paix se révèle utile et indispensable pour favoriser l'apaisement des tensions et la reconstruction d'une paix digne après un conflit armé, en encourageant et en accompagnant les victimes de violences, les témoins, et aussi les initiateurs, à s'exprimer et à reprendre le dialogue.

Notre travail n'est donc pas terminé. Il demande à être continué et développé.

Et imaginons alors, comme ce soldat en poste de contrôle sur 'Le' pont, qui s'exclame en voyant passer une voiture portant l'inscription « Association for Peace » : « *Association pour la Paix, mon c... ! Le jour où il y a plein d'organisations comme celle-là, moi je n'ai plus de boulot !* » ...